

INDUSTRIE CHIFFRE
ECONOMIE D'AFFAIRE
COMMERCE CONSTRUCTION
EMPLOI SERVICES
ACTUALITE INVESTISSEMENTS
ACTIVITE DES ENTREPRISES

NOTE DE CONJONCTURE

BILAN ET PERSPECTIVES

AU 1^{ER} SEMESTRE

2011

UNE PRODUCTION CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION

Le niveau d'activité des entreprises des 16 régions participant à l'enquête est positif sur les 6 premiers mois de l'année, ceci pour l'ensemble des secteurs d'activité, exception faite du commerce de détail. Le bilan est également plus favorable pour les entreprises de plus de 50 salariés. Toutefois, ce niveau d'activité positif n'a pas encore profité à l'emploi.

L'activité du second semestre devrait se poursuivre sur une tendance plutôt positive, notamment dans l'industrie et les services, et l'emploi pourrait redémarrer légèrement. Les perspectives sont moins optimistes pour le commerce de détail.

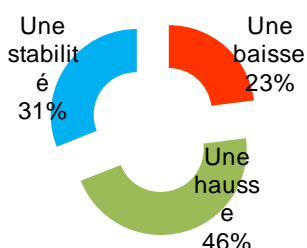
Le document présente également le ressenti des entreprises sur la Contribution Economique Territoriale, un an après sa mise en place en remplacement de la taxe professionnelle.



• BILAN DE L'ACTIVITE 1ER SEMESTRE 2011

LA REPRISE DE L'ACTIVITE SE CONFIRME...

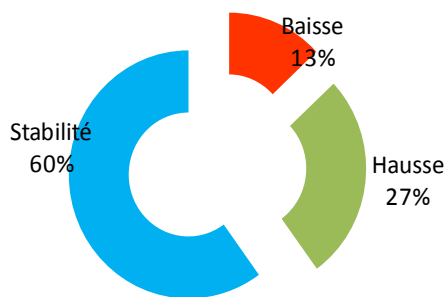
Evolution du chiffre d'affaires
depuis 2011



Au cours des 6 premiers mois de l'année 2011, 46% des dirigeants indiquent une hausse de leur niveau de chiffre d'affaires. Cette reprise de l'activité s'observe notamment dans les entreprises de 50 salariés et plus (54%) et dans les secteurs de l'industrie et des services. A l'inverse la tendance est plus morose dans le secteur du commerce (solde d'opinions négatif) ; ce secteur souffre notamment d'une certaine atonie de la consommation et d'une hausse des prix à la consommation. La tendance est également moins bonne dans le BTP où les carnets de commandes peinent encore à se remplir.

L'EMPLOI REDEMARRE LENTEMENT...

Evolution de l'emploi depuis janvier 2011

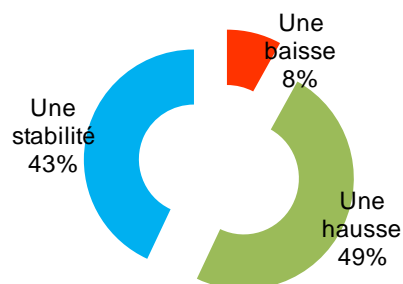


Alors que l'activité s'est globalement améliorée, la reprise de l'emploi semble encore timide. Même si 1/4 des chefs d'entreprise indiquent avoir recruté au cours des 6 mois écoulés notamment dans les établissements de 50 salariés et plus (35%), 60% d'entre eux n'ont pas procédé à des recrutements. Toutefois, on observe des tendances différentes selon les secteurs. Le commerce et le secteur de la construction, qui sont encore en attente d'une réelle reprise de l'activité, connaissent une situation tendue au niveau de l'emploi (seuls 13% des dirigeants de ces secteurs ont recruté au cours des 6 premiers mois de l'année). A l'inverse pour l'industrie et les services, secteurs dont l'activité est plus dynamique, 27% des dirigeants ont procédé à des recrutements au cours des 6 derniers mois.

...TOUT COMME LES INVESTISSEMENTS

La moitié des chefs d'entreprise interrogés indiquent une hausse de leurs investissements au cours du 1er semestre 2011 et ce quelle que soit la taille des établissements. Toutefois cette reprise est moins marquée dans le secteur du BTP où à peine un tiers des professionnels ont accru leurs investissements.

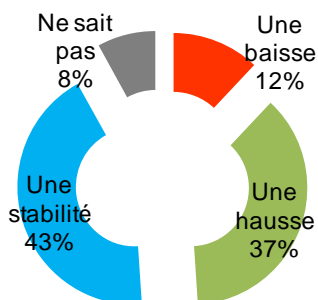
Evolution des investissements au cours du 1er trimestre 2011



● PERSPECTIVES D'ACTIVITE 2EME SEMESTRE 2011

UN CHIFFRE D'AFFAIRES PROJETÉ À LA HAUSSE DANS LES SERVICES

Perspectives de chiffre d'affaires pour les 6 mois à venir

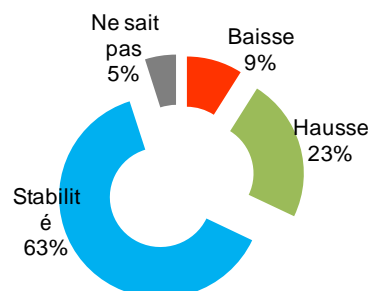


Les perspectives pour les 6 prochains mois sont, dans leur ensemble, plutôt positives. Si 43% des répondants envisagent une stabilité de leur niveau de chiffre d'affaires d'ici la fin d'année, 37% des chefs d'entreprise projettent l'avenir à court terme de manière plutôt optimiste. Les grosses entreprises sont celles pour lesquelles les perspectives d'évolution du chiffre d'affaires sont les plus positives (44%). Les optimistes sont davantage présents dans le secteur des services (42%) alors qu'à l'inverse, le commerce aborde les 6 prochains mois vers une stabilité et 17% craignent une baisse de chiffre d'affaires sur cette période (contre 12% tous secteurs confondus).

DES EMBAUCHES À PRÉVOIR DANS L'INDUSTRIE ET LES SERVICES

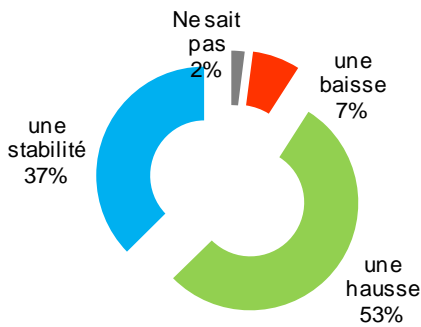
Si le niveau de l'emploi devrait globalement rester stable, 23% des répondants envisagent de recruter d'ici la fin de l'année, notamment dans les grandes entreprises (27% pour les plus de 50 salariés). Les petites structures (moins de 10 salariés) tendent plutôt vers une stabilité de l'emploi et 10% d'entre elles restent actuellement dans l'expectative (contre 5% toutes tranches d'effectifs). Niveau secteurs d'activité, la stabilisation est de mise dans la construction (73%) et le commerce présente le plus fort taux de projections à la baisse (13% contre 9% tous secteurs). A l'inverse, des embauches pourraient voir le jour dans l'industrie et les services (27%).

Perspectives d'emploi pour les 6 mois à venir



POURSUITE DES INVESTISSEMENTS

Perspectives d'investissements pour les 6 mois à venir



La reprise des investissements devrait se poursuivre au cours des 6 prochains mois : plus d'un répondant sur deux envisage ses investissements à la hausse pour la seconde partie de l'année 2011. Les entreprises de 10 à 49 salariés sont particulièrement optimistes : elles sont 63% à projeter une hausse des dépenses d'investissement. L'optimisme est plus mesuré dans le secteur de la construction que dans les autres secteurs, avec toute de même 42% des professionnels du BTP envisageant d'augmenter leurs investissements d'ici la fin 2011.

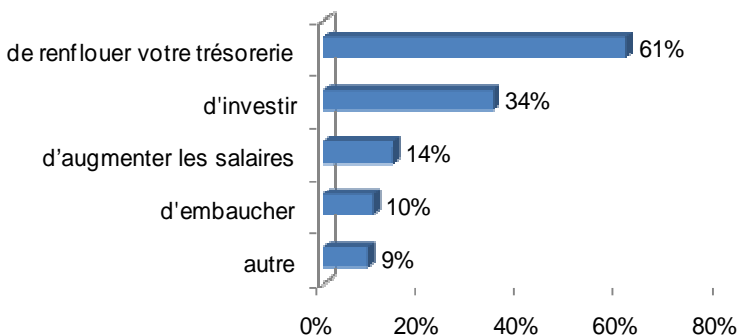
LA REFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010, la Contribution Economique Territoriale (CET) a remplacé la taxe professionnelle (TP). Cette contribution est composée de deux taxes indépendantes l'une de l'autre, la **cotisation foncière des entreprises** (CFE) et la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** (CVAE).

LA CET : UN BONUS POUR LA TRESORERIE ET L'INVESTISSEMENT

41% des entreprises interrogées considèrent que le montant de la CET est inférieur à celui de l'ancienne TP et cela est encore plus vrai dans l'industrie (49%) et le BTP (48%). Toutefois il est important de noter que plus d'un quart des dirigeants ne sont pas en capacité d'en évaluer les effets financiers et 55% d'entre eux considèrent ne pas avoir été suffisamment informés sur cette CET, notamment les entreprises de moins de 10 salariés (72%).

Les gains réalisés par les entreprises avec l'entrée en vigueur de la



Sont surtout concernés :

Moins de 10 salariés et BTP

Industrie et Plus de 50 salariés

Industrie et Plus de 50 salariés

Dans la catégorie autre : améliorer le résultat, aucun effet

Le remplacement de la taxe professionnelle par la CET avait pour objectif de rétablir la compétitivité des entreprises et accroître les investissements et l'emploi. Un an après la mise en place de cette CET, 61% des chefs d'entreprises interrogés indiquent que cela leur a permis de renflouer leur trésorerie et d'accompagner la reprise de leur activité, notamment pour les professionnels du BTP (85%) et pour les PME. 39% des dirigeants précisent que cette taxe a contribué à renforcer leurs investissements notamment dans l'industrie (48%) et les entreprises de plus de 50 salariés (41%).

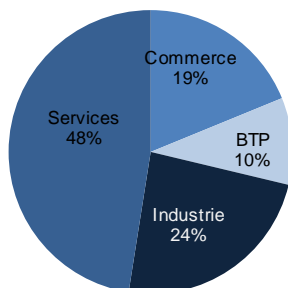
MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de l'harmonisation des méthodologies et des outils d'analyses dédiés à l'information économique et sur la base des travaux déjà existants dans plusieurs régions, le Groupe Technique National « Etudes » a mis en place une enquête de conjoncture commune permettant aux régions de se comparer à la moyenne des régions participantes.

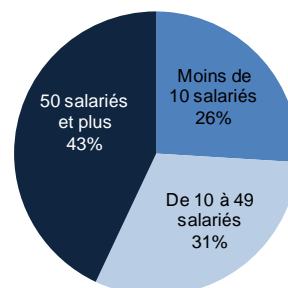
16 régions ont participé à cette première enquête (réalisée entre le 24 mai et le 5 juin 2011). A partir d'un panel représentatif de 900 entreprises, le présent document analyse les principaux résultats du bilan des 6 premiers mois de l'année 2011 et les perspectives pour le second semestre 2011. Le panel a été construit sur une base nationale en tenant compte du poids économique de chaque région en terme d'effectifs salariés, déduction faite des 5 régions n'ayant pas pris part à l'enquête.

Ventilation des 900 entreprises ayant répondu à l'enquête :

Répartition des répondants par secteurs d'activité



Répartition des répondants par tranches d'effectifs



REGIONS PARTICIPANTES

